

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/20773]

1^{er} AVRIL 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 86 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales**Rapport au Gouvernement wallon relatif à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2021 portant exécution de l'article 86 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales****1. Présentation générale**

Faisant suite aux mesures prises dans le cadre de la crise sanitaire, le Gouvernement wallon a profité du travail induit afin de mettre en place définitivement un système de droit acquis l'année concernée.

Dans ce cadre, dès 2021, une procédure d'octroi des suppléments sociaux est mise en place de la manière suivante :

- Octroi sur base du flux fiscal réceptionné en juin de l'année T (revenus de l'année T-2).
- Le statut BIM

2. Principe d'égalité de traitement et de non-discrimination

La procédure proposée a l'avantage de garantir une égalité de traitement pour tous, en supprimant tout paiement provisionnel. Si certaines familles ne peuvent à l'avenir malheureusement pas bénéficier du supplément en temps réel, elles percevront toujours ce supplément avec un décalage de 18 mois maximum. Ce décalage est malheureusement le prix à payer pour éviter tout risque de paiement indu, garantir l'égalité de traitement des familles et l'automatisme du droit. Par ailleurs, le statut BIM permet d'activer plus rapidement le premier plafond de revenu quand les situations familiales sont plus précaires.

Pour le second plafond de revenu, les suppléments sont accordés sur base du flux fiscal pour toutes les familles.

Pour le premier plafond, il n'y a pas de discrimination ni de différence de traitement dans la cohabitation des deux systèmes puisque le statut BIM permet d'activer plus rapidement le premier plafond de revenu quand les situations familiales sont plus précaires (monoparentalité avec des revenus inférieurs au plafond par exemple). Par ailleurs, des mesures d'informations seront prises afin de permettre à ces familles d'activer le statut BIM quand elles sont dans cette situation. Il s'agit d'activer plus rapidement un droit de manière automatique par les échanges de flux. Il n'y aura pas de traitement différencié entre les allocataires puisque le statut BIM est accordé sur base d'un plafond de revenus également. En effet, le statut est accordé par la mutualité soit pour des catégories de personnes automatiquement (et dont les revenus sont inférieurs au premier plafond prévu dans le décret du 8 février 2018) soit elle l'accorde sur base de la preuve que la famille bénéficie de revenus inférieurs à un plafond annuel fixé en fonction du nombre de personnes dans le ménage, équivalent au premier plafond de revenus. Dans ce cadre, la mutualité demande de compléter une déclaration relative aux revenus actuels du ménage avec également des documents de preuve relatifs à ces revenus comme le dernier avertissement extrait de rôle.

Par la suite, les revenus qui sont déclarés sont vérifiés selon une procédure appelée 'contrôle systématique' par la mutualité.

Toutes les personnes qui sont dans la même situation précaire sont donc traitées de la même façon.

Pour les familles résidant à l'étranger, toutes les familles se voient accorder des suppléments sociaux sur base de données authentiques (revenus sur base du flux fiscal, du statut BIM et de l'avertissement extrait de rôle ou équivalent) qui prouvent le non-dépassement des plafonds de revenus qu'ils soient en Belgique ou à l'étranger.

Est qualifié d'équivalent, le document qui correspond à l'avertissement extrait de rôle belge mais qui est nommé différemment selon les pays La périodicité des données authentiques relatives aux revenus varie d'un pays à l'autre.

Par rapport à la procédure mise en place dans le cadre de la crise sanitaire, la procédure permet jusqu'au 31 décembre d'activer la mesure qui se base sur l'extrapolation des revenus 2020 et du non-dépassement des plafonds et par ailleurs toutes les familles ont été informées de cette mesure. La plupart des familles concernées ont contacté leur Caisse d'allocations familiales afin d'activer la mesure et peuvent encore le faire

Par ailleurs, si en 2022, un Caisse constate le droit en 2020 à un supplément social, il sera accordé pour la période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2021 en application combinée de l'article 3, alinéa 1^{er} 3) de l'arrêté 2020 et de l'article 4 alinéa 1^{er} 1) du présent arrêté. Il y donc une égalité de traitement dans tous les cas.

CONSEIL D'ETAT
Section de législation

Avis 68.872/2 du 15 mars 2021 sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon 'portant exécution de l'article 86 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales'

Le 12 février 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière de la Région wallonne à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon 'du ... (date) portant exécution de l'article 86 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 15 mars 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 15 mars 2021.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FONDEMENT JURIDIQUE

L'arrêté à l'examen, dont l'entrée en vigueur rétroactive est prévue le 1^{er} janvier 2021, se donne pour fondement légal l'article 86 du décret du 8 février 2018 'relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales', lequel, remplacé par l'article 11, § 2, du décret du 11 février 2021 'modifiant le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales', également entré en vigueur le 1^{er} janvier 2021, dispose que

« [L]es suppléments aux allocations familiales visés aux articles 11 à 13 sont accordés à titre définitif selon les modalités déterminées par le Gouvernement sur base de sources authentiques dont les données qualifiées sont fournies dans l'année d'octroi ».

Or, le texte en projet règle également l'octroi de suppléments aux allocations familiales visés aux articles 122 à 124 du décret du 8 février 2018.

Il résulte en effet de la combinaison des articles 120, alinéa 1^{er} (1), et 122 à 124 (2) du décret du 8 février 2018 que les suppléments sociaux prévus par la loi générale du 19 décembre 1939 'relative aux allocations familiales (LGAF)' (ci-après : la « LGAF ») restent d'application pour les enfants nés avant le 1^{er} janvier 2020 en fonction non plus du statut social de l'allocataire mais moyennant le respect de conditions de revenus, fixées aux articles 11 à 13 du décret du 8 février 2018.

L'article 86 du décret du 8 février 2018 ne peut dès lors pas constituer la seule base juridique permettant au Gouvernement de régler les modalités d'octroi des suppléments visés aux articles 122 à 124 du même décret.

Interrogée à propos de la base légale habilitant le Gouvernement wallon à régler l'octroi des suppléments prévus aux articles 122 à 124 du décret du 8 février 2018, la déléguée de la Ministre a répondu ce qui suit :

« Seuls les montants des suppléments sont fixés dans la LGAF. Les conditions d'octroi se résument désormais à la condition de revenu, qui renvoie à l'article 13 du décret. Les modalités pratiques sont à définir de manière homogène pour garantir l'équité de traitement voulue entre les enfants, qu'ils soient nés avant ou après 2020. Il ne serait pas acceptable que l'octroi d'un supplément uniquement conditionné par les revenus du ménage, s'applique différemment suivant l'âge des enfants d'une même famille ».

Si les modalités d'octroi doivent certes être établies de manière homogène pour tous les enfants, qu'ils soient nés avant ou après le 1^{er} janvier 2020, il découle néanmoins de ce qui précède que la réglementation en projet, qui détermine les modalités d'octroi des suppléments aux allocations familiales à partir du 1^{er} janvier 2021, a pour fondements juridiques non seulement l'article 86 du décret du 8 février 2018 mais également les dispositions de la LGAF ayant le même objet dès lors que les suppléments prévus par celle-ci restent d'application à partir de 2021 pour les enfants nés avant le 1^{er} janvier 2020 en vertu des dispositions transitoires rappelées ci avant.

En conséquence, le projet doit être revu, dans la logique de son objet et de sa conception actuelle, sous les trois aspects suivants :

1° le préambule doit être complété par un alinéa 2 nouveau visant à tout le moins les articles de la LGAF qui restent d'application en vertu des dispositions transitoires du décret du 8 février 2018 ;

2° le dispositif doit prendre en considération non seulement le cadre juridique constitué par le décret du 8 février 2018, spécialement par ses articles 11 à 13, mais aussi celui constitué par la LGAF.

3° dès lors que, sur ces questions, la LGAF ne contient aucune habilitation au pouvoir exécutif, le préambule doit également être complété par un alinéa 1^{er} nouveau visant l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', lequel, lu en combinaison avec les dispositions pertinentes de la LGAF, permet de couvrir le projet en ce qui concerne les enfants nés avant le 1^{er} janvier 2020.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1.1. Dans l'avis n° 68.293/2 (3) donné le 14 décembre 2020 sur l'avant-projet devenu le décret du 11 février 2021 'modifiant le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales', la section de législation a observé ce qui suit à propos de la modification de l'article 86 du décret du 8 février 2018, qui entraîne le passage d'un régime d'octroi provisionnel des suppléments aux allocations familiales à un régime d'octroi définitif :

« Au regard du principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination, sans préjuger des dispositions qui mettront en œuvre l'habilitation conférée par l'article 86 du décret du 8 février 2018, tel que modifié par l'article 10 de l'avant-projet (4), il ressort d'ores et déjà de ce changement de régime que les revenus pris en compte pour déterminer si les conditions d'octroi des suppléments visés aux articles 11 à 13 du décret sont remplies ne seront pas les mêmes selon le régime appliqué. Ainsi :

– selon le régime provisionnel d'octroi actuellement en vigueur, les revenus vérifiés sont ceux de l'année durant laquelle les suppléments sont octroyés, la vérification se faisant a posteriori ;

– selon le régime d'octroi définitif envisagé par l'avant-projet, qui serait appliqué à partir du 1^{er} janvier 2021, les revenus pris en compte seront ceux déterminés en fonction des sources authentiques disponibles 'fournies dans l'année d'octroi' et qui pourront concerner, ainsi que le relève le commentaire de l'article 10, 'des revenus des années précédentes (en effet les flux fiscaux ont un décalage pouvant aller jusqu'à deux ans) ;

– pour l'année 2020, aucune vérification des revenus ne sera effectuée en raison de la situation de crise sanitaire liée à la COVID-19.

Il appartiendra au Gouvernement, dans les modalités qu'il déterminera en vertu de l'article 86 du décret du 8 février 2018, modifié par l'article 10 de l'avant-projet, de ne pas porter atteinte au principe d'égalité et de non-discrimination en étant attentif à ce que des allocataires se trouvant dans une même situation de revenus ne fassent pas l'objet d'une différence de traitement dès lors que seraient pris en compte des revenus d'une année différente selon l'allocataire, pour vérifier les conditions d'octroi des suppléments.

Il est à cet égard admissible, compte tenu des circonstances sanitaires à caractère exceptionnel de l'année 2020, qu'un régime particulier soit prévu pour cette année.

Compte tenu de l'intention du législateur, qui est, d'une part, de prévoir la communication de leurs droit potentiels à ces suppléments sociaux aux familles qui ont subi ou vont subir une perte importante de revenus en raison de la crise sanitaire et peuvent de ce fait prétendre immédiatement à des compléments sociaux, et, d'autre part, de procéder à un paiement non provisionnel des suppléments sociaux pour l'année 2020, il ne saurait toutefois se concevoir, au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, que le système d'octroi définitif de ces compléments puisse avoir pour effet de priver certaines des familles concernées de leur droit à un supplément au motif que leur situation serait définitivement fixée en 2020 alors qu'elles se trouvent dans les conditions pour l'obtenir mais n'ont pas encore pu faire valoir leurs droits. Une telle situation irait en outre à l'encontre du principe de standstill tel qu'il se déduit de l'article 23 de la Constitution dès lors qu'elle constituerait un recul sensible dans les droits sociaux octroyés aux intéressés sans que cela puisse se justifier par un motif d'intérêt général ».

1.2. La note au Gouvernement wallon relative au projet à l'examen contient ce qui suit à propos du respect du principe d'égalité et de non-discrimination :

« [...] La procédure proposée a l'avantage de garantir une égalité de traitement pour tous, en supprimant tout paiement provisionnel. Si certaines familles ne peuvent à l'avenir malheureusement pas bénéficier du supplément en temps réel, elles percevront toujours ce supplément avec un décalage de 18 mois maximum. Ce décalage est malheureusement le prix à payer pour éviter tout risque de paiement indu, garantir l'égalité de traitement des familles et l'automatisme du droit ».

Il y a également lieu d'avoir égard à la remarque formulée par l'Inspecteur des Finances dans son avis du 4 novembre 2020, qui souligne l'hypothèse de deux allocataires pourtant dans la même situation de revenus en 2021 mais qui risqueraient, sur la base de la réglementation en projet, d'être traités différemment dès lors que ce ne sont pas les mêmes données qui seront utilisées afin de vérifier qu'ils ont droit à des suppléments, soit :

- pour le premier allocataire : les revenus T-2 sur la base du flux fiscal ;
- pour le deuxième allocataire : le statut BIM (5) de l'année T.

La note au Gouvernement précise ce qui suit à propos de ce cas de figure :

« Il n'y a pas de discrimination dans la cohabitation des deux systèmes puisque le statut BIM permet d'activer plus rapidement le premier plafond de revenu quand les situations familiales sont plus précaires. Par ailleurs, des mesures d'informations seront prises afin de permettre à ces familles le recours au statut BIM quand elles sont dans cette situation. Il s'agit d'activer plus rapidement un droit de manière automatique par les échanges de flux. Il n'y aura pas de traitement différencié entre les allocataires par ailleurs puisque le statut BIM est accordé sur base d'un plafond de revenus également.

Toutes les personnes qui sont dans la même situation précaire seront traitées de la même façon ».

La déléguée de la Ministre a par ailleurs précisé ce qui suit :

« Pour le second plafond de revenu (6), les suppléments sont accordés sur base du flux fiscal pour toutes les familles.

Pour le premier plafond (7), il n'y a pas de discrimination ni de différence de traitement dans la cohabitation des deux systèmes puisque le statut BIM permet d'activer plus rapidement le premier plafond de revenu quand les situations familiales sont plus précaires (monoparentalité + revenus inférieurs au plafond par exemple). Par ailleurs, des mesures d'informations seront prises afin de permettre à ces familles d'activer le statut BIM quand elles sont dans cette situation. Il s'agit d'activer plus rapidement un droit de manière automatique par les échanges de flux. Il n'y aura pas de traitement différencié entre les allocataires puisque le statut BIM est accordé sur base d'un plafond de revenus également. En effet, le statut est accordé par la mutualité soit pour des catégories de personnes automatiquement (et dont les revenus sont inférieurs au premier plafond prévu dans le décret du 8 février 2018) soit elle l'accorde sur base de la preuve que la famille bénéficie de revenus inférieurs à un plafond annuel fixé en fonction du nombre de personnes dans le ménage, équivalent au premier plafond de revenus. Dans ce cadre, la mutualité demande de compléter une déclaration relative aux revenus actuels du ménage avec également des documents de preuve relatifs à ces revenus comme le dernier avertissement extrait de rôle.

Par la suite, les revenus qui sont déclarés sont vérifiés selon une procédure appelée 'contrôle systématique' par la mutualité.

Toutes les personnes qui sont dans la même situation précaire sont donc traitées de la même façon ».

Le principe d'égalité et de non-discrimination ne serait respecté que si le « statut BIM » pendant une année T est susceptible d'être appliqué à toutes les personnes dont l'état des revenus pendant cette même année T leur aurait fait bénéficier des « suppléments sociaux » prévus par les articles 11 à 13 et 122 à 124 du décret du 8 février 2018 et si les procédures d'octroi de ce « statut BIM » sont suffisamment accessibles pour assurer l'effectivité de cette condition d'octroi.

1.3. De même, à propos du risque d'atteinte au principe d'égalité relevé par l'Inspecteur des Finances entre, d'une part, un allocataire ayant bénéficié de suppléments sur la base de la réglementation spécifique prévue pour l'année 2020 (8) et, d'autre part, un allocataire qui n'a pas perçu de suppléments pour l'année 2020, la note au Gouvernement expose ce qui suit :

« Il n'y a pas de discrimination puisque la procédure 2020 permet jusqu'au 31 décembre d'activer la mesure qui se base sur l'extrapolation des revenus 2020 et du non dépassement des plafonds et par ailleurs toutes les familles ont été informées de cette mesure. La plupart des familles concernées ont contacté leur Caisse d'allocations familiales afin d'activer la mesure et peuvent encore le faire.

Par ailleurs, si en 2022, un Caisse constate le droit en 2020 à un supplément social, il sera accordé pour la période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2021 en application combinée de l'article 3, alinéa 1^{er}[,] 3) de l'arrêté 2020 (9) et de l'article 4 alinéa 1^{er}[,] 1) du présent arrêté (10). Il y donc une égalité de traitement dans tous les cas ».

Compte tenu de ces explications et des dispositions en projet, qui tendent à ce que tout allocataire ayant droit à des suppléments se les verra octroyer soit l'année considérée soit deux années plus tard sur la base du flux fiscal, le risque d'atteinte au principe d'égalité et de non-discrimination peut être écarté.

1.4. Il convient également de vérifier si la réglementation en projet n'a pas pour effet de créer une rupture d'égalité entre, d'une part, les allocataires résidant sur le territoire belge qui relèvent du champ d'application de la législation wallonne en matière de prestations familiales et, d'autre part, les allocataires résidant à l'étranger qui relèvent également du champ d'application du décret du 8 février 2018. L'article 3, § 4, du projet prévoit que,

« [p]ar dérogation au paragraphe 1^{er}, si l'allocataire est à l'étranger, le supplément est octroyé sur base d'une copie de l'avertissement extrait de rôle ou tout équivalent et moyennant le respect des autres conditions d'octroi ».

Il apparaît que l'octroi de suppléments repose non pas sur le flux fiscal relatif à l'allocataire résidant à l'étranger (11) ou sur le fait qu'il bénéficie du statut BIM mais sur la base de l'avertissement extrait de rôle ou « tout équivalent [...] ».

Sur la question de savoir si un allocataire résidant à l'étranger peut se voir attribuer un statut BIM, la déléguée de la Ministre a répondu ce qui suit :

« [...] [I]l est possible pour des familles résidant à l'étranger d'obtenir le BIM pour autant que les conditions soient réunies (revenus-composition de ménage).

Dès lors, la composition du ménage est établie sur la base d'une déclaration sur l'honneur qui mentionne l'identification des personnes qui habitent avec lui sous le même toit ».

Il résulte de cette dernière réponse une différence de régime d'octroi entre les allocataires à l'étranger et les autres allocataires relevant du champ d'application du décret du 8 février 2018 dès lors que le régime dérogatoire prévu par l'article 3, § 4, du projet ne prévoit pas l'octroi de suppléments sociaux aux allocataires résidant à l'étranger sur la base de leur statut BIM alors qu'ils peuvent pourtant bénéficier de ce statut.

La déléguée de la Ministre a affirmé sur ce point qu'

« [i]l n'y a pas de traitement différencié : toutes les familles se voient accorder des suppléments sociaux sur base de données authentiques (revenus sur base du flux fiscal, du statut BIM et de l'avertissement extrait de rôle ou équivalent) qui prouvent le non dépassement des plafonds de revenus qu'ils soient en Belgique ou à l'étranger. La périodicité des données authentiques relatives aux revenus varient d'un pays à l'autre ».

S'il est exact qu'il n'est pas porté en tant que tel atteinte au droit d'obtenir des suppléments prévus aux articles 11 à 13 et 122 à 124 du décret du 8 février 2018 ou aux conditions d'octroi de ceux-ci, il convient néanmoins de modifier l'article 3, § 4, du projet de manière à ce qu'il y soit expressément prévu qu'un allocataire résidant à l'étranger peut se voir octroyer des suppléments aux allocations familiales non seulement dans les conditions prévues par cette dernière disposition telle qu'elle est actuellement rédigée dans le projet mais aussi sur la base du simple constat qu'il est bénéficiaire, pour l'année considérée, du statut BIM (12).

1.5. De manière générale, les indications communiquées tant dans la note au Gouvernement wallon que par la déléguée de la Ministre, qui attestent du respect du principe d'égalité et de non-discrimination, figureront dans un rapport au Gouvernement qui accompagnera l'arrêté en projet lorsqu'il sera publié au *Moniteur belge*.

2. Les observations générales qui précèdent sont formulées sous la réserve de ce que, ne disposant pas des données factuelles particulièrement diversifiées qui doivent être prises en considération dans la mise au point du dispositif en projet organisant plusieurs aspects de la transition entre l'ancien et le nouveau régime des prestations familiales, soit le passage du régime d'octroi provisionnel (13) au régime d'octroi définitif particulier pour l'année 2020 et ensuite à partir de l'année 2021, la section de législation n'a pas été en mesure d'apprécier si la manière dont ce règlement est opéré est bien compatible, dans toutes les situations, avec le principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

À l'alinéa 1^{er}, l'indication « , alinéa 2 » sera omise, l'article 86 du décret du 8 février 2018 dans sa version procurant un fondement légal à l'arrêté en projet ne contenant qu'un seul alinéa.

DISPOSITIF

Article 2

Il ne convient pas de définir certaines notions qui ont déjà fait l'objet de définitions dans un texte supérieur dans la hiérarchie des normes (14). Partant, les points 1) et 2) de l'article 2 seront omis, les notions y visées étant déjà définies dans le décret du 8 février 2018.

Article 3

1. Au paragraphe 1^{er}, point 2), et à l'instar de ce qui est prévu au paragraphe 1^{er}, point 1), du même article pour ce qui concerne le flux fiscal, il convient d'indiquer précisément à quelle période l'allocataire doit être bénéficiaire du statut BIM pour se voir octroyer les suppléments aux allocations familiales demandées.

D'après les indications figurant dans la note au Gouvernement wallon, il y a lieu de préciser que l'allocataire se voit octroyer lesdits suppléments pour les trimestres de l'année T pour lesquels il est bénéficiaire du statut BIM.

2. De même, le paragraphe 4 sera complété par l'indication selon laquelle l'avertissement extrait de rôle à fournir est celui de l'année considérée.

3. À propos du caractère « authentique » des documents demandés aux allocataires à l'étranger et s'agissant de déterminer ce qu'il y a lieu d'entendre par « tout équivalent », la déléguée de la Ministre a expliqué ce qui suit :

« Cet avertissement extrait de rôle ou tout autre équivalent sont les données authentiques qui correspondent aux données communiquées par le flux fiscal en Belgique. Il est impossible d'avoir accès à l'ensemble des flux des autres pays où résident les personnes concernées.

Est qualifié d'équivalent, le document qui correspond à l'avertissement extrait de rôle belge mais qui est nommé différemment selon les pays ».

Cette explication figurera utilement dans le rapport au Gouvernement.

Article 4

À l'article 4, point 2), les mots « s'il est bénéficiaire du statut BIM si les revenus sur base du flux fiscal ne le permettent pas » induisent l'idée que ce sont les données issues du flux fiscal qui sont d'abord prises en compte, ensuite le statut BIM. Cette disposition ne correspond pas au prescrit de l'article 3, § 1^{er}, du projet, qui ne confère pas de priorité entre ces deux sources de données relatives au revenu permettant de vérifier le respect des conditions d'octroi de suppléments.

Partant, ces mêmes mots seront remplacés par les mots « soit s'il est bénéficiaire du statut BIM, soit sur la base du flux fiscal ».

Article 5

L'article 5, alinéa 1^{er}, délègue à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles la compétence de déterminer « par voie de circulaire le modèle de demande de suppléments sociaux à utiliser pour introduire auprès de la Caisses d'allocations familiales ».

Il n'est pas admissible qu'une administration, qui ne répond pas politiquement de ses actes devant le Parlement wallon, soit investie de compétences de nature réglementaire. Une subdélégation à une telle autorité n'est exceptionnellement concevable que si elle concerne la détermination de mesures de pure administration ou de nature essentiellement technique.

L'habilitation conférée n'est admissible que si le modèle de demande de suppléments sociaux ne renvoie qu'aux données et aux documents nécessaires pour vérifier si les conditions prévues dans le décret du 8 février 2018 et dans l'arrêté en projet ont été respectées (15).

OBSERVATIONS FINALES

1. Conformément aux usages de la légistique, il y a lieu de structurer les énumérations au sein des dispositions du projet par des subdivisions « 1^o », « 2^o », « 3^o », etc. (16).

2. Dans la phrase introductive de l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, du projet, le mot « du » sera inséré entre les mots « sur base » et les mots « flux fiscal ».

3. Pour une meilleure compréhension de l'article 5, alinéa 1^{er}, du projet, les mots « pour introduire » y seront omis.

Le Greffier,

B. DRAPIER

Le Président,

P. VANDERNOOT

Notes

(1) L'article 120, alinéa 1^{er}, du décret du 8 février 2018 dispose que

« [I]a loi générale relative aux allocations familiales du 19 décembre 1939 (LGAF) et la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties sont abrogées à la date fixée par le Gouvernement, visée à l'article 136, alinéa 1^{er}, à l'exception des articles 40 à 50septies, 52 à 55, et 56bis, § 2, à 64, 66, 70, 70bis, alinéas 1^{er} à 3, et alinéa 4, seconde phrase, et 70ter à 76bis de la loi générale relative aux allocations familiales du 19 décembre 1939 (LGAF) qui continuent à s'appliquer pour les enfants nés au plus tard la veille de la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 2, et qui ouvrent un droit aux prestations familiales sur base des critères déterminés par l'article 4 du présent décret ».

(2) Les articles 122 à 124 du décret du 8 février 2018 disposent comme suit :

« Art. 122. Pour l'octroi des suppléments visés à l'article 41, LGAF ainsi que l'octroi, à un allocataire visé à l'article 41, LGAF, premier et deuxième tirets, des suppléments visés aux articles 42bis et 50ter, LGAF, en faveur des enfants nés au plus tard le 31 décembre de l'année qui précède la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}, il est tenu compte, à partir de ladite date fixée par le Gouvernement, uniquement du plafond de revenus figurant à l'article 13, § 1^{er}, 1^o.

L'article 120 ne préjudicie pas à l'application, en cas de décès intervenu au plus tôt à la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}, du taux prévu à l'article 50bis LGAF, qui prévaut aux enfants nés au plus tard la veille de ladite date fixée par le Gouvernement, sans application des restrictions prévues à l'article 56bis, § 2, LGAF.

Art. 123. Pour l'octroi des suppléments visés à l'article 42bis, § 2, LGAF, en faveur des enfants nés au plus tard le 31 décembre de l'année qui précède la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}, il n'est plus tenu compte, à partir de ladite date fixée par le Gouvernement, des statuts spécifiques visés au paragraphe 1^{er} dudit article mais uniquement du plafond de revenus figurant à l'article 13, § 1, 1^o.

Pour ces mêmes enfants, les suppléments visés à l'article 42bis, § 2, LGAF et les suppléments visés à l'article 50bis LGAF ne sont pas cumulables, les suppléments visés à l'article 50bis prévalant.

Art. 124. Les suppléments prévus à l'article 50ter LGAF sont octroyés en faveur des enfants nés au plus tard la veille de la date fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 136, alinéa 1^{er}, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 13, § 2, du décret ».

(3) Doc. parl., Parl. wall., 2020 2021, n° 402/1, pp. 16, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68293.pdf>.

(4) Cet article 10 de l'avant-projet étant devenu l'article 11 du décret du 11 février 2021.

(5) Soit le statut de « bénéficiaire de l'intervention majorée », défini à l'article 2, 5), du projet.

(6) Soit les plafonds fixés aux articles 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, 12, alinéa 1^{er}, 2^o et 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret du 8 février 2018.

(7) Soit les plafonds prévus aux articles 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, 12, alinéa 1^{er}, 1^o et 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret du 8 février 2018.

(8) Qui voit l'octroi des suppléments sociaux garantis jusqu'au 30 juin 2021, en vertu de l'article 4, 1), du projet. L'octroi de suppléments sociaux pour l'année 2020 est envisagé selon les dispositions figurant dans un projet d'arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 86 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales pour l'année 2020, qui fait l'objet de l'avis n° 68.873/2 donné ce jour.

(9) Il s'agit du projet précité d'arrêté du Gouvernement wallon 'portant exécution de l'article 86 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales pour l'année 2020'.

(10) En ce qu'il renvoie à l'article 3 du projet.

(11) Ceci résultant du fait que les autorités belges n'ont pas accès au flux fiscal d'autres États.

(12) Ce qui correspond au prescrit de l'article 3, § 1^{er}, point 2), du projet et harmonise ainsi les conditions d'octroi des suppléments aux allocations familiales, que l'allocataire réside ou non à l'étranger.

(13) Voir à ce propos l'avis n° 68.736/2 donné le 22 février 2021 sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon 'portant exécution de l'article 86 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales pour l'année 2019'.

(14) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.conseil-detat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 96.

(15) Voir en ce sens l'avis n° 68.736/2 précité.

(16) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.conseil-detat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 58.

1^{er} AVRIL 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon du portant exécution de l'article 86 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 20 ;

Vu la loi générale relative aux allocations familiales du 19 décembre 1939 (LGAF), articles 41, 42bis, 50ter ;

Vu le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, articles 86 et 122 à 124 ;

Vu le rapport du 17 septembre 2020 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 novembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 novembre 2020 ;
Vu l'avis n° 68872/2 du Conseil d'État, donné le 15 mars 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;
Considérant l'avis du Comité de la branche « Familles », donné le 4 décembre 2020 ;
Sur la proposition de la Ministre en charge des allocations familiales ;
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 8 février 2018 : le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales ;

2° le flux fiscal : les flux de données provenant du SPF Finances en sa qualité de source authentique établissant les revenus visés à l'article 2, 20°, du décret du 8 février 2018 ;

3° le statut BIM : le statut, octroyé automatiquement ou à la demande, de l'intervention majorée de l'assurance prévue à l'article 37, § 19, de la loi coordonnée du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

Art. 3. § 1^{er}. Pour allouer les suppléments aux allocations familiales visés aux articles 11 à 13 et 122 à 124 du décret du 8 février 2018, la preuve du non-dépassement des plafonds pour les revenus définis à l'article 2, 20°, du décret du 8 février 2018, se fait de la manière suivante :

1° soit sur base du flux fiscal, si les revenus de l'année T-2 ne dépassent pas les plafonds de référence pour la même année, le supplément est accordé définitivement l'année T du 1^{er} juillet au 30 juin de l'année T+1 ;

2° soit si l'allocataire est bénéficiaire du statut BIM, les suppléments prévus aux articles 11, § 1^{er}, 1°, 12, alinéa 1^{er}, 1°, 13, § 1^{er}, 1°, et 122 à 124, du décret du 8 février 2018, sont accordés pour tous les trimestres de l'année T où l'allocataire bénéficie de ce statut.

§ 2. En cas de nouvelle demande d'allocations familiales, la Caisse d'allocations familiales analyse automatiquement le droit éventuel au supplément social sur base du flux fiscal :

1° de l'année T-3 pour les demandes introduites jusqu'au 30 juin de l'année T ;

2° de l'année T-2 pour les demandes introduites à partir du 1^{er} juillet de l'année T.

Si les revenus sont supérieurs aux plafonds des articles 11 à 13 et 122 à 124 du décret du 8 février 2018 sur base du flux fiscal, la Caisse d'allocations familiales vérifie d'office si l'allocataire est bénéficiaire du statut BIM.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, si l'allocataire a moins de 20 ans et si aucun flux fiscal n'est disponible, les revenus sont considérés comme inférieurs aux plafonds des articles 11, § 1^{er}, 1°, 12, alinéa 1^{er}, 1°, 13, § 1^{er}, 1°, du décret du 8 février 2018 et le supplément social est octroyé et ce moyennant le respect des autres conditions d'octroi, jusqu'à la réception d'un premier flux fiscal.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, 1°, si l'allocataire est à l'étranger, le supplément est octroyé sur base d'une copie de l'avertissement extrait de rôle de l'année T-2 ou tout équivalent et moyennant le respect des autres conditions d'octroi.

§ 5. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, en cas de modification en cours d'année de la situation familiale ayant un impact sur les revenus définis à l'article 2, 20°, du décret du 8 février 2018, la Caisse d'allocations familiales procède à une nouvelle analyse des revenus via les flux fiscaux et moyennant le respect des autres conditions d'octroi.

Art. 4. Par dérogation à l'article 3 et pour l'octroi des suppléments en 2021, on distingue les situations suivantes :

1° si l'allocataire bénéficie de suppléments sociaux en 2020, le bénéfice est prolongé jusqu'au 30 juin 2021. A partir de juillet 2021, il est fait application de l'article 3 ;

2° si l'allocataire ne bénéficie pas de suppléments sociaux prévus aux articles 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, 12, alinéa 1^{er}, 1°, 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, et 122 à 124, du décret du 8 février 2018 en 2020, il peut solliciter l'octroi soit s'il est bénéficiaire du statut BIM, soit sur la base du flux fiscal.

Art. 5. L'Agence détermine par voie de circulaire le modèle de demande de suppléments sociaux à introduire auprès de la Caisse d'allocations familiales.

La circulaire est publiée sur le site de l'Agence déterminé à cet effet.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2021.

Art. 7. La Ministre qui a les allocations familiales dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} avril 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/20773]

1 APRIL 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel 86 van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen**Verslag aan de Waalse Regering betreffende het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2021 tot uitvoering van artikel 86 van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen****1. Overzicht**

Naar aanleiding van de maatregelen die in het kader van de gezondheids crisis zijn genomen, heeft de Waalse Regering van de werkzaamheden gebruik gemaakt om definitief een systeem van verworven rechten voor het betrokken jaar in te voeren.

In dit verband zal vanaf 2021 een procedure voor de toekenning van sociale toeslagen als volgt worden ingevoerd:

- Toekenning op basis van de in juni van het jaar T ontvangen fiscale flux (inkomen van jaar T-2).
- Het BIM-statuu t

2. Beginsel van gelijke behandeling en non-discriminatie

De voorgestelde procedure heeft het voordeel dat een gelijke behandeling van allen wordt gewaarborgd, doordat elke provisionele betaling wordt afgeschaft. Indien sommige gezinnen in de toekomst helaas niet in aanmerking kunnen komen voor de toeslag in reële tijd, zullen zij de toeslag toch ontvangen met een vertraging van maximaal 18 maanden. Deze vertraging is helaas de prijs die moet worden betaald om elk risico van onverschuldigde betaling te vermijden, de gelijke behandeling van de gezinnen te waarborgen en het automatische karakter van het recht te verzekeren. Bovendien kan dankzij het BIM-statuu t het eerste inkomensplafond sneller worden geactiveerd wanneer de gezinssituatie precairder is.

Voor het tweede inkomensplafond worden toeslagen toegekend op basis van de fiscale flux voor alle gezinnen.

Wat het eerste inkomensplafond betreft, is er geen sprake van discriminatie of verschil in behandeling bij het naast elkaar bestaan van de twee stelsels, aangezien het BIM-statuu t het mogelijk maakt het eerste inkomensplafond sneller te activeren wanneer de gezinssituatie precairder is (alleenstaand ouderschap met een inkomen onder het plafond, bijvoorbeeld). Bovendien zullen voorlichtingsmaatregelen worden genomen om deze gezinnen in staat te stellen het BIM-statuu t te activeren wanneer zij zich in deze situatie bevinden. Het doel is een recht sneller en automatisch te activeren door de uitwisseling van stromen. Er zal geen sprake zijn van een gedifferentieerde behandeling tussen de bijslagtrekkenden, aangezien het BIM-statuu t ook wordt toegekend op basis van een inkomensplafond. Het statuu t wordt immers door het ziekenfonds toegekend hetzij automatisch aan categorieën van personen (en van wie het inkomen lager is dan het eerste plafond voorzien in het decreet van 8 februari 2018), hetzij op basis van het bewijs dat het gezin een inkomen geniet dat lager is dan een jaarlijks plafond dat wordt vastgesteld volgens het aantal personen in het huishouden, gelijk aan het eerste inkomensplafond. In dit verband vraagt het ziekenfonds om een verklaring in te vullen met betrekking tot het huidige inkomen van het huishouden, samen met bewijsstukken met betrekking tot deze inkomens, zoals het laatste aanslagbiljet.

Het aangegeven inkomen wordt vervolgens door het ziekenfonds gecontroleerd volgens een procedure die "systematische controle" wordt genoemd.

Alle mensen die zich in dezelfde preciaire situatie bevinden, worden dus op dezelfde manier behandeld.

Voor gezinnen die in het buitenland wonen, worden de sociale toeslagen toegekend op basis van authentieke gegevens (inkomen op basis van de fiscale flux, het BIM-statuu t en het aanslagbiljet of gelijkwaardig) die aantonen dat zij de inkomensplafonds niet overschrijden, ongeacht of zij zich in België of in het buitenland bevinden.

Het document dat overeenkomt met het Belgische aanslagbiljet maar in verschillende landen anders wordt genoemd, wordt als gelijkwaardig beschouwd. De periodiciteit van de authentieke gegevens met betrekking tot het inkomen verschilt van land tot land.

Wat de procedure betreft die in het kader van de gezondheids crisis is ingesteld, biedt de procedure tot 31 december de mogelijkheid om de maatregel te activeren die gebaseerd is op de extrapolatie van de inkomsten voor 2020 en het feit dat de maxima niet zijn overschreden en bovendien alle gezinnen van deze maatregel in kennis zijn gesteld. De meeste betrokken gezinnen hebben contact opgenomen met hun Kinderbijslagfondsen om de maatregel te activeren en kunnen dat nog steeds doen.

Voorts zal, indien een fonds in 2022 het recht op een sociale toeslag in 2020 vaststelt, deze toeslag worden toegekend voor de periode van 1 januari 2020 tot en met 30 juni 2021, overeenkomstig artikel 3, lid 1, punt 3, van het besluit 2020 en artikel 4, lid 1, punt 1, van dit besluit. Er is dus in alle gevallen sprake van gelijke behandeling.

RAAD VAN STATE
Afdeling Wetgeving

Advies 68.872/2 van 15 maart 2021 over een ontwerp van besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel 86 van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen

Op 12 februari 2021 werd de Raad van State, afdeling wetgeving, door de Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met de gezinsbijslagen, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid van het Waals Gewest verzocht om een advies over te maken binnen een termijn van dertig dagen over een ontwerp-besluit van de Waalse Regering van(datum) tot uitvoering van artikel 86 van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen.

Het ontwerp werd door de tweede kamer onderzocht op 15 maart 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, voorzitter van de kamer, Patrick Ronvaux en Christine Horevoets, Staatsraden, Sébastien Van Drooghenbroeck en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice Drapier, griffier.

Het verslag werd voorgelegd door Stéphane Tellier, auditeur.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 15 maart 2020.

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op grond van artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten op de 'Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling wetgeving haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de akte evenals tot het voltooien van de voorafgaande formaliteiten, overeenkomstig artikel 84, § 3, van voornoemde gecoördineerde wetten.

Op deze drie punten dient het ontwerp van volgende bemerkingen te worden voorzien.

RECHTSGROND

Het onderzochte besluit, dat met terugwerkende kracht in werking zou treden op 1 januari 2021, neemt als rechtsgrondslag artikel 86 van het decreet van 8 februari 2018 "betreffende het beheer en de betaling van gezinsbijslagen", dat, vervangen door artikel 11, § 2, van het decreet van 11 februari 2021 "tot wijziging van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van gezinsbijslagen", dat eveneens in werking is getreden op 1 januari 2021, bepaalt dat

"De toeslagen op de kinderbijslagen bedoeld in de artikelen 11 tot 13 definitief worden toegekend volgens de modaliteiten die de Regering vaststelt op basis van authentieke bronnen waarvan de gekwalificeerde gegevens in het jaar van toekenning worden verstrekt".

De ontwerp tekst regelt echter ook de toekenning van toeslagen op de kinderbijslag als bedoeld in de artikelen 122 tot en met 124 van het decreet van 8 februari 2018.

Uit de combinatie van de artikelen 120, eerste lid(1), en 122 tot 124 (2) van het decreet van 8 februari 2018 volgt dat de sociale toeslagen voorzien in de algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939 van toepassing blijven op kinderen geboren vóór 1 januari 2020, niet op basis van het sociaal statuut van de begunstigde, maar op voorwaarde dat de inkomensvoorwaarden van de artikelen 11 tot en met 13 van het decreet van 8 februari 2018 worden nageleefd.

Artikel 86 van het decreet van 8 februari 2018 kan dus niet de enige rechtsgrondslag vormen voor de Regering om de voorwaarden voor de toekenning van de in de artikelen 122 tot en met 124 van datzelfde decreet bedoelde toeslagen te regelen.

Op de vraag naar de rechtsgrondslag die de Waalse Regering de bevoegdheid verleent om de toekenning van de toeslagen bedoeld in de artikelen 122 tot 124 van het decreet van 8 februari 2018 te regelen, antwoordde de afgevaardigde van de Minister als volgt:

"Alleen de bedragen van de supplementen zijn vastgesteld in de algemene kinderbijslagwet. De voorwaarden voor de toekenning ervan zijn thans beperkt tot de inkomenseis, die verwijst naar artikel 13 van het decreet. De praktische modaliteiten moeten op uniforme wijze worden vastgesteld om de gewenste gelijke behandeling van kinderen te waarborgen, ongeacht of zij vóór of na 2020 geboren zijn. Het zou niet aanvaardbaar zijn dat de toekenning van een toeslag die uitsluitend op het gezinsinkomen is gebaseerd, verschillend wordt toegepast naar gelang van de leeftijd van de kinderen in hetzelfde gezin".

Hoewel de toekenningsprocedures op uniforme wijze moeten worden vastgesteld voor alle kinderen, ongeacht of zij vóór of na 1 januari 2020 zijn geboren, volgt uit het voorgaande niettemin dat de ontwerp regeling, waarin de procedures voor de toekenning van de toeslagen op de kinderbijslag met ingang van 1 januari 2021 worden vastgesteld, niet alleen artikel 86 van het decreet van 8 februari 2018 als rechtsgrondslag heeft, maar ook de bepalingen van de algemene kinderbijslagwet die hetzelfde voorwerp hebben, aangezien de in laatstgenoemd decreet vastgestelde toeslagen krachtens de voormelde overgangsbepalingen vanaf 2021 van toepassing blijven op kinderen die vóór 1 januari 2020 zijn geboren.

Bijgevolg moet het ontwerp, overeenkomstig het doel en de huidige opzet ervan, op de volgende drie punten worden herzien:

1° de aanhef moet worden aangevuld met een nieuw lid 2 dat ten minste gericht is op de artikelen van de algemene kinderbijslagwet die van toepassing blijven krachtens de overgangsbepalingen van het decreet van 8 februari 2018 ;

2° het dispositief moet niet alleen rekening houden met het wettelijk kader dat wordt gevormd door het decreet van 8 februari 2018, in het bijzonder de artikelen 11 tot en met 13, maar ook met het wettelijk kader dat wordt gevormd door de algemene kinderbijslagwet.

3° aangezien de algemene kinderbijslagwet op die punten geen enkele machtiging aan de uitvoerende macht bevat, moet de aanhef ook worden aangevuld met een nieuw lid 1 dat verwijst naar artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, dat, gelezen in combinatie met de relevante bepalingen van de algemene kinderbijslagwet, het mogelijk maakt het ontwerp te dekken ten aanzien van kinderen geboren vóór 1 januari 2020.

ALGEMENE BEMERKINGEN

1.1. In advies nr. 68.293/2(3) van 14 december 2020 over het voorontwerp dat het decreet van 11 februari 2021 'tot wijziging van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen' is geworden, heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt met betrekking tot de wijziging van artikel 86 van het decreet van 8 februari 2018, die een wijziging van een provisioneel toekenningsstelsel voor de toeslagen op de kinderbijslagen naar een definitief toekenningsstelsel met zich brengt:

"Wat het grondwettelijk beginsel van gelijkheid en non-discriminatie betreft, zonder vooruit te lopen op de bepalingen die uitvoering zullen geven aan de machtiging die wordt verleend bij artikel 86 van het decreet van 8 februari 2018, zoals gewijzigd bij artikel 10 van het voorontwerp(4) , blijkt reeds uit deze stelselwijziging dat de in aanmerking genomen inkomens om te bepalen of is voldaan aan de voorwaarden voor de toekenning van de toeslagen bedoeld in de artikelen 11 tot en met 13 van het decreet, niet dezelfde zullen zijn naargelang van het toegepaste stelsel. Aldus:

- Onder het huidige stelsel voor provisionele toekenning is het geverifieerde inkomen dat van het jaar waarin de toeslagen worden toegekend, waarbij de verificatie achteraf wordt uitgevoerd;

- volgens de in het voorontwerp beoogde definitieve toekenningsregeling, die vanaf 1 januari 2021 zou worden toegepast, zullen de in aanmerking te nemen inkomsten die zijn vastgesteld op basis van beschikbare authentieke bronnen "die in het jaar van toekenning worden verstrekt" en die, zoals in de toelichting bij artikel 10 wordt opgemerkt, "inkomsten uit voorgaande jaren kunnen betreffen (de fiscale flux heeft namelijk een tijdsverschil van ten hoogste twee jaar)";

- voor het jaar 2020 zal geen inkomenscontrole worden uitgevoerd vanwege de COVID 19 -situatie in verband met de gezondheids crisis.

Het zal aan de Regering zijn om, op de wijze die zij zal bepalen krachtens artikel 86 van het decreet van 8 februari 2018, zoals gewijzigd bij artikel 10 van het voorontwerp, het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie niet te ondermijnen door erop toe te zien dat de bijslagtrekkenden die zich in dezelfde inkomenssituatie bevinden, niet verschillend worden behandeld wanneer, naargelang van de bijslagtrekkende, rekening wordt gehouden met de inkomsten van een ander jaar om de voorwaarden voor de toekenning van toeslagen na te gaan.

In dit verband kan, met het oog op de uitzonderlijke gezondheidsomstandigheden van het jaar 2020, voor dat jaar in een bijzonder stelsel worden voorzien.

Gelet op de bedoeling van de wetgever om enerzijds te voorzien in de mededeling van hun eventuele recht op deze sociale toeslagen aan gezinnen die ten gevolge van de gezondheidscrisis een aanzienlijk inkomensverlies hebben geleden of zullen lijden en die bijgevolg onmiddellijk recht hebben op sociale toeslagen, en anderzijds voor 2020 te voorzien in een niet-provisionele betaling van de sociale toeslagen, is het in het licht van het gelijkheids- en het non-discriminatiebeginsel ondenkbaar dat het systeem van definitieve toekenning van deze toeslagen tot gevolg zou hebben dat een deel van de betrokken gezinnen het recht op een toeslag zou worden ontnomen op grond dat hun situatie in 2020 definitief zou zijn vastgesteld, terwijl zij er wel voor in aanmerking komen maar hun rechten nog niet hebben kunnen doen gelden. Een dergelijke situatie zou ook in strijd zijn met het standstill-beginsel zoals dat uit artikel 23 van de Grondwet voortvloeit, aangezien zij een aanzienlijke aantasting zou betekenen van de sociale rechten die aan de betrokkenen zijn toegekend, zonder dat dit wordt gerechtvaardigd door een reden van algemeen belang.

1.2. De nota aan de Waalse regering over het onderhavige ontwerp bevat met betrekking tot de naleving van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie het volgende

"[...] De voorgestelde procedure heeft het voordeel dat zij een gelijke behandeling van allen waarborgt, doordat elke voorlopige betaling wordt afgeschaft. Indien sommige gezinnen in de toekomst helaas niet in staat zijn de toeslag in real time te ontvangen, zullen zij de toeslag alsnog ontvangen met een vertraging van maximaal 18 maanden. Dit tijdsverschil is helaas de prijs die moet worden betaald om elk risico van onverschuldigde betaling te vermijden, om de gelijke behandeling van de gezinnen en het automatische karakter van het recht te garanderen".

Er moet ook rekening worden gehouden met de opmerking van de inspecteur van Financiën in zijn advies van 4 november 2020, waarin de hypothese wordt onderstreept van twee begunstigen die zich in 2021 in dezelfde inkomenssituatie bevinden, maar die op basis van de ontworpen reglementering het risico zouden lopen verschillend te worden behandeld omdat niet dezelfde gegevens zullen worden gebruikt om na te gaan of zij recht hebben op toeslagen, namelijk :

- voor de eerste bijslagtrekkende: T-2 inkomen op basis van de fiscale flux;
- voor de tweede ontvanger: het "BIM(5) -statuut" van jaar T.

In de nota aan de Regering staat over dit scenario het volgende:

"Er is geen sprake van discriminatie bij het naast elkaar bestaan van de twee stelsels, aangezien het "BIM-statuut" het mogelijk maakt het eerste inkomensplafond sneller te activeren wanneer de gezinssituatie meer precair is. Bovendien zullen voorlichtingsmaatregelen worden genomen om deze gezinnen in staat te stellen gebruik te maken van het "BIM-statuut" wanneer zij zich in deze situatie bevinden. Het gaat erom een recht sneller op een automatische manier te activeren door de uitwisseling van flux. Er zal geen sprake zijn van een gedifferentieerde behandeling tussen de bijslagtrekkenden, aangezien het "BIM-statuut" ook wordt toegekend op basis van een inkomensplafond.

Alle mensen die zich in dezelfde precaire situatie bevinden, worden op dezelfde manier behandeld.

De afgevaardigde van de minister lichtte voorts het volgende toe:

"Voor het tweede inkomensplafond(6) worden toeslagen toegekend op basis van de fiscale flux voor alle gezinnen.

Wat het eerste plafond(7) betreft, is er geen sprake van discriminatie of verschil in behandeling bij het naast elkaar bestaan van de twee stelsels, aangezien het "BIM-statuut" het mogelijk maakt het eerste inkomensplafond sneller te activeren wanneer de gezinssituatie precairder is (alleenstaande ouder + inkomen onder het plafond, bijvoorbeeld). Bovendien zullen voorlichtingsmaatregelen worden genomen om deze gezinnen in staat te stellen de BIM-status te activeren wanneer zij zich in deze situatie bevinden. Het gaat erom een recht sneller op een automatische manier te activeren door de uitwisseling van flux. Er zal trouwens geen sprake zijn van een gedifferentieerde behandeling tussen de bijslagtrekkenden, aangezien het "BIM-statuut" ook wordt toegekend op basis van een inkomensplafond. In feite wordt het statuut door de ziekenfondsen ofwel automatisch toegekend aan categorieën van personen (en waarvan het inkomen lager is dan het eerste plafond voorzien in het decreet van 8 februari 2018) ofwel toegekend op basis van het bewijs dat het gezin een inkomen geniet dat lager is dan een jaarlijks plafond dat is vastgesteld volgens het aantal personen in het huishouden, gelijk aan het eerste inkomensplafond. In dit verband vraagt het ziekenfonds om een verklaring in te vullen met betrekking tot het huidige inkomen van het huishouden met ook bewijsstukken met betrekking tot deze inkomens zoals het laatste aanslagbiljet.

Vervolgens wordt het aangegeven inkomen door het ziekenfonds gecontroleerd volgens een procedure die "systematische controle" wordt genoemd.

Alle mensen die zich in dezelfde precaire situatie bevinden, worden dus op dezelfde manier behandeld.

Het gelijkheids- en non-discriminatiebeginsel zou enkel worden geëerbiedigd indien het "BIM-statuut" tijdens een jaar T kan worden toegepast op alle personen wier inkomensstatuut tijdens datzelfde jaar T recht zou hebben gegeven op de "sociale toeslagen" waarin de artikelen 11 tot 13 en 122 tot 124 van het decreet van 8 februari 2018 voorzien, en indien de procedures voor de toekenning van dit "BIM-statuut" voldoende toegankelijk zijn om de doeltreffendheid van deze toekenningsvoorwaarde te waarborgen.

1.3. Ook met betrekking tot het door de inspecteur van Financiën geconstateerde risico van schending van het gelijkheidsbeginsel tussen enerzijds een bijslagtrekkende die op grond van de specifieke regeling voor het jaar 2020 toeslagen heeft ontvangen en anderzijds een bijslagtrekkende die voor het jaar 2020(8) geen toeslagen heeft ontvangen, wordt in de nota aan de regering het volgende uiteengezet:

"Er is geen sprake van discriminatie omdat de 2020-procedure tot 31 december de mogelijkheid biedt om de maatregel te activeren, die is gebaseerd op de extrapolatie van de inkomsten voor 2020 en het feit dat de maxima niet zijn overschreden, en bovendien zijn alle gezinnen van deze maatregel op de hoogte gebracht. De meeste betrokken gezinnen hebben contact opgenomen met hun kinderbijslagfonds om de maatregel te activeren en kunnen dat nog steeds doen.

Voorts zal, indien een fonds in 2022 een recht op een sociale toeslag vaststelt, dit recht voor de periode van 1 januari 2020 tot en met 30 juni 2021 worden toegekend met toepassing van artikel 3, lid 1[,], 3), van het besluit voor 2020(9) en artikel 4, lid 1[,], 1), van dit besluit(10). Er is dus gelijke behandeling in alle gevallen".

Gelet op deze toelichtingen en de bepalingen in ontwerp, die ervoor moeten zorgen dat iedere begunstigde die recht heeft op toeslagen, deze hetzij in het betrokken jaar, hetzij twee jaar later op basis van de fiscale flux ontvangt, kan het risico van schending van het gelijkheidsbeginsel en het non-discriminatiebeginsel worden uitgesloten.

1.4. Voorts dient te worden nagegaan of de voorgestelde reglementering niet tot gevolg heeft dat er een schending van de gelijkheid ontstaat tussen, enerzijds, bijslagtrekkenden die op het Belgische grondgebied wonen en onder het toepassingsgebied van de Waalse wetgeving inzake gezinsbijslagen vallen en, anderzijds, bijslagtrekkenden die in het buitenland wonen en eveneens onder het toepassingsgebied van het decreet van 8 februari 2018 vallen. Artikel 3, § 4, van het ontwerp bepaalt dat,

“In afwijking van paragraaf 1 wordt, indien de bijslagtrekkende zich in het buitenland bevindt, de toeslag verleend op basis van een afschrift van het aanslagbiljet of een gelijkwaardig afschrift en mits aan de overige toekenningsvoorwaarden is voldaan.

De toekenning van toeslagen blijkt niet te zijn gebaseerd op de fiscale flux met betrekking tot de in het buitenland(11) wonende bijslagtrekkende of op het feit dat hij of zij het “BIM-statuut” heeft, maar op basis van het aanslagbiljet of “elk equivalent [...]”.

Op de vraag of een in het buitenland wonende bijslagtrekkende het “BIM-statuut” kan krijgen, antwoordde de afgevaardigde van de minister als volgt:

“[...] [Het is mogelijk voor gezinnen die in het buitenland wonen om de BIM te verkrijgen zolang aan de voorwaarden wordt voldaan (inkomen - samenstelling van het huishouden).

De samenstelling van het huishouden wordt derhalve vastgesteld op basis van een verklaring op erewoord, waarin de identiteit wordt vermeld van de personen die met hem onder hetzelfde dak wonen”.

Dit laatste antwoord impliceert een verschil in het toekenningsstelsel tussen bijslagtrekkenden in het buitenland en andere bijslagtrekkenden die onder het toepassingsgebied van het decreet van 8 februari 2018 vallen, aangezien de afwijkingsregeling van artikel 3, § 4, van het ontwerp niet voorziet in de toekenning van sociale toeslagen aan bijslagtrekkenden die in het buitenland verblijven op grond van hun “BIM-statuut”, ook al kunnen zij dat statuut genieten.

De afgevaardigde van de minister heeft voor dit punt verklaard dat

“Er is geen sprake van een gedifferentieerde behandeling: alle gezinnen krijgen sociale toeslagen op basis van authentieke gegevens (inkomen op basis van de fiscale flux, het “BIM-statuut” en het aanslagbiljet of een equivalent daarvan) die aantonen dat de inkomensplafonds niet worden overschreden, ongeacht of zij zich in België of in het buitenland bevinden. De periodiciteit van de authentieke gegevens varieert van land tot land”.

Weliswaar wordt het in de artikelen 11 tot en met 13 en 122 tot en met 124 van het decreet van 8 februari 2018 neergelegde recht op het verkrijgen van toeslagen of de voorwaarden voor de toekenning daarvan als zodanig niet geschonden, maar artikel 3, § 4, van het ontwerp moet niettemin zodanig worden gewijzigd dat uitdrukkelijk wordt bepaald dat aan een in het buitenland woonachtige bijslagtrekkende niet alleen toeslagen op de kinderbijslag kunnen worden toegekend onder de voorwaarden die zijn vastgesteld in laatstgenoemde bepaling zoals die thans in het ontwerp is opgenomen, maar ook op grond van het enkele feit dat hij of zij voor het betrokken jaar het BIM-statuut geniet(12).

1.5. In het algemeen zullen de gegevens die zowel in de nota aan de Waalse Regering als door de afgevaardigde van de Minister worden verstrekt en die getuigen van de naleving van het gelijkheids- en het non-discriminatiebeginsel, worden opgenomen in een verslag aan de Regering dat het ontwerp van decreet zal vergezellen wanneer het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

2. Bovenstaande algemene opmerkingen worden gemaakt onder het voorbehoud dat, aangezien zij niet beschikt over de bijzonder uiteenlopende feitelijke gegevens waarmee rekening moet worden gehouden bij de uitwerking van de voorgestelde regeling waarbij verschillende aspecten van de overgang van het oude naar het nieuwe kinderbijslagstelsel worden georganiseerd, d.w.z. de overgang van het provisionele(13) naar het definitieve stelsel voor het jaar 2020 en vervolgens vanaf het jaar 2021, de afdeling Wetgeving niet in staat was te beoordelen of de wijze waarop deze regeling ten uitvoer wordt gelegd, inderdaad in alle situaties verenigbaar is met het grondwettelijke beginsel van gelijkheid en non-discriminatie.

BIJZONDERE BEMERKINGEN

AANHEF

In lid 1 zal de vermelding “, lid 2” worden weggelaten, aangezien artikel 86 van het decreet van 8 februari 2018 in de versie die de rechtsgrondslag voor het ontwerpbesluit verschaft, slechts één lid bevat.

DISPOSITIEF

Artikel 2

Het is niet passend om bepaalde begrippen te definiëren die reeds zijn gedefinieerd in een tekst hoger in de hiërarchie van normen(14) Daarom zullen de punten 1) en 2) van artikel 2 worden weggelaten, aangezien de daarin bedoelde begrippen reeds zijn omschreven in het decreet van 8 februari 2018.

Artikel 3

1. In paragraaf 1, punt 2), moet, evenals in paragraaf 1, punt 1), van hetzelfde artikel met betrekking tot de fiscale flux, precies worden vermeld wanneer de bijslagtrekkende het “BIM-statuut” moet hebben om de gevraagde toeslagen op de kinderbijslag te kunnen ontvangen.

Volgens de informatie in de nota aan de Waalse Regering moet worden gespecificeerd dat de bijslagtrekkende de genoemde toeslagen ontvangt voor de kwartalen van jaar T waarvoor hij/zij het “BIM-statuut” geniet.

2. Evenzo zal paragraaf 4 worden aangevuld met de vermelding dat het te verstrekken aanslagbiljet, dat van het jaar in kwestie is.

3. Met betrekking tot de “authenticiteit” van de documenten die van de bijslagtrekkenden in het buitenland worden verlangd en wat wordt bedoeld met “elk equivalent”, legde de afgevaardigde van de minister het volgende uit:

“Dit aanslagbiljet of elk ander equivalent is het authentieke gegeven dat overeenstemt met de door de fiscale flux in België meegedeelde gegevens. Het is onmogelijk om toegang te hebben tot elke flux uit andere landen waar de betrokken personen verblijven.

Het document dat overeenkomt met het Belgische aanslagbiljet, maar dat in de verschillende landen een andere naam heeft, wordt als gelijkwaardig beschouwd”.

Deze toelichting zal op nuttige wijze worden opgenomen in het verslag aan de Regering.

Artikel 4

In artikel 4, punt 2, impliceren de woorden "indien hij recht heeft op het "BIM-statuut" indien de inkomsten uit de fiscale flux dit niet toelaten" dat eerst de gegevens uit de fiscale flux in aanmerking worden genomen en pas daarna het "BIM-statuut". Deze bepaling stemt niet overeen met de eis van artikel 3, § 1, van het ontwerp, waarin geen voorrang wordt gegeven tussen deze twee bronnen van inkomensgegevens voor de controle op de naleving van de voorwaarden voor de toekenning van toeslagen.

Daarom zullen deze zelfde woorden worden vervangen door de woorden "hetzij indien hij het "BIM-statuut" heeft, hetzij op basis van de fiscale flux".

Artikel 5

Artikel 5, lid 1, delegeert aan het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen), de bevoegdheid om "door middel van een omzendbrief het model voor de aanvraag van sociale toeslagen vast te stellen dat moet worden gebruikt om bij het Kinderbijslagfonds in te dienen".

Het is onaanvaardbaar dat een administratie, die geen politieke verantwoording verschuldigd is aan het Waalse Parlement, regelgevende bevoegdheden krijgt toebedeeld. Subdelegatie aan een dergelijke overheid is slechts denkbaar in uitzonderlijke gevallen, wanneer het gaat om de vaststelling van maatregelen van zuiver administratieve of in hoofdzaak technische aard.

De verleende machtiging is slechts ontvankelijk indien het aanvraagmodel voor sociale toeslagen enkel verwijst naar de gegevens en documenten die nodig zijn om na te gaan of aan de voorwaarden van het decreet van 8 februari 2018 en het ontwerpbesluit is voldaan(15) .

SLOTOPMERKINGEN

1. Overeenkomstig de praktijk van het opstellen van wetgeving moeten de opsommingen binnen de bepalingen van het ontwerp worden gestructureerd door onderverdelingen "1", "2", "3", enz(16) .

2. In de inleidende zin van artikel 3, § 2, eerste lid, van het ontwerp wordt het woord "van" ingevoegd tussen de woorden "op basis" en de woorden "fiscale flux".

3. Voor een beter begrip van artikel 5, lid 1, van het ontwerp, zullen de woorden "om in te voeren" worden weggelaten.

De Griffier,

B. DRAPIER

De Voorzitter

P. VANDERNOOT

Nota's

(1) Artikel 120, eerste lid, van het decreet van 8 februari 2018 bepaalt hetgeen volgt:

"De algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939 (AKBW) en de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag worden opgeheven op de door de Regering bepaalde datum bedoeld in artikel 136, eerste lid, met uitzondering van de artikelen 40 tot 50septies, 52 tot 55, en 56bis, § 2, tot 64, 66, 70, 70bis, leden 1 tot 3, en lid 4, tweede zin, en 70ter tot 76bis, van de algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939 (AKBW) die van toepassing blijven voor de kinderen geboren uiterlijk de dag voor de datum die door de Regering is bepaald krachtens artikel 136, tweede lid, en die een recht openen op gezinsbijslagen op basis van de criteria bepaald bij artikel 4 van dit decreet.";

(2) De artikelen 122 tot 124 van het decreet van 8 februari 2018 bepalen hetgeen volgt:

"Art. 122. Voor de toekenning van de toeslagen bedoeld in artikel 41 van de AKBW alsook voor de toekenning aan één bijslagtrekkende bedoeld in artikel 41 van de AKBW, eerste en tweede streepjes, van de in de artikelen 42bis en 50ter, van de AKBW bedoelde toeslagen, ten gunste van de kinderen geboren uiterlijk op 31 december van het jaar vóór de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid, wordt, vanaf de datum bepaald door de Regering, alleen rekening gehouden met het inkomensplafond bedoeld in artikel 13, § 1, 1°.

Artikel 120 doet geen afbreuk aan de toepassing, in geval van overlijden dat ten vroegste op de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid, plaatsgevonden heeft, van het prevalerend percentage bedoeld in artikel 50bis van de AKBW, op de kinderen geboren uiterlijk op de dag voor de door de Regering bepaalde datum, zonder toepassing van de beperkingen bedoeld in artikel 56bis, § 2, van de AKBW.

Art. 123. Voor de toekenning van de toeslagen bedoeld in artikel 42bis, § 2, van de AKBW, ten gunste van de kinderen geboren uiterlijk op 31 december van het jaar vóór de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid, wordt, vanaf de datum bepaald door de Regering, geen rekening meer gehouden met de specifieke statuten bedoeld in § 1, van bedoeld artikel maar alleen met het inkomensplafond bedoeld in artikel 13, § 1, 1°.

Voor dezelfde kinderen zijn de toeslagen bedoeld in artikel 42bis, § 2, van de AKBW en de toeslagen bedoeld in artikel 50bis van de AKBW niet cumuleerbaar, waarbij de in artikel 50bis prevaleren."

Art. 124. De in artikel 50ter van de AKBW bedoelde toeslagen worden toegekend ten gunste van de kinderen geboren uiterlijk de dag voor de datum bepaald door de Regering krachtens artikel 136, eerste lid, onder dezelfde voorwaarden als die bedoeld in artikel 13, § 2, van het decreet".

(3) Parl.doc, Parl. wall. (Waals Parlement), 2020 2021, n° 402/1, blz. 16, <http://www.raadvstconsetat.be/dbx/avis/68293.pdf>.

(4) Dit artikel 10 van het voorontwerp is artikel 11 geworden van het decreet van 11 februari 2021.

(5) Of de status van "begunstigde van de verhoogde bijstand", zoals omschreven in artikel 2, 5), van het project.

(6) Dat wil zeggen de maxima bepaald in de artikelen 11, § 1, eerste lid, 2°, 12, eerste lid, 2° en 13, § 1, eerste lid, 2°, van het decreet van 8 februari 2018.

(7) Dat wil zeggen de maxima bepaald in de artikelen 11, § 1, eerste lid, 1°, 12, eerste lid, 1° en 13, § 1, eerste lid, 1°, van het decreet van 8 februari 2018.

(8) Op grond van artikel 4, 1), van het ontwerp wordt de toekenning van sociale toeslagen tot en met 30 juni 2021 gegarandeerd. De toekenning van sociale toeslagen voor het jaar 2020 wordt overwogen volgens de bepalingen van een ontwerpbesluit van de Waalse regering tot uitvoering van artikel 86 van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van gezinsbijslagen voor het jaar 2020, dat het voorwerp uitmaakt van het advies nr. 68.873/2 dat vandaag is bekendgemaakt.

(9) Het betreft het voormelde ontwerp van besluit van de Waalse regering tot uitvoering van artikel 86 van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen voor het jaar 2020'.

(10) Daarin wordt verwezen naar artikel 3 van het ontwerp.

(11) Dit is te wijten aan het feit dat de Belgische overheden geen toegang hebben tot de fiscale flux van andere staten.

(12) Dit stemt overeen met de bepalingen van artikel 3, § 1, punt 2), van het ontwerp en harmoniseert dus de voorwaarden voor de toekenning van toeslagen op gezinsbijslagen, ongeacht of de bijslagtrekkende al dan niet in het buitenland woont.

(13) Zie in dit verband advies nr. 68.736/2 uitgebracht op 22 februari 2021 over een ontwerp van besluit van de Waalse regering tot uitvoering van artikel 86 van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen voor het jaar 2019'.

(14) Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.conseildetat.be, tabblad "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr.96.

(15) Zie in dit verband advies nr. 68.736/2, hierboven geciteerd.

(16) Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.conseildetat.be, tabblad "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr.58.

1 APRIL 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel 86 van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet de algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939 (AWKB), inzonderheid op de artikelen 41, 41bis, 50ter;

Gelet op het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, inzonderheid op de artikelen 86 en 122 tot 124;

Gelet op het rapport opgesteld op 17 september 2020 overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 november 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 12 november 2020;

Gelet op advies 68872/2 van de Raad van State, uitgebracht op 15 maart 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van het branchecomité "Gezin", gegeven op 4 december 2020;

Op de voordracht van de Minister belast met Kinderbijslag;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet van 8 februari 2018: het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen;

2° de fiscale flux: de gegevensstroom van de FOD Financiën in zijn hoedanigheid van authentieke bron tot vaststelling van de inkomsten bedoeld in artikel 2, 20°, van het decreet van 8 februari 2018;

3° het BIM-statuut: het statuut, dat van rechtswege of op verzoek wordt toegekend, van de vermeerdere tegemoetkoming bedoeld in artikel 37, § 19, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

Art. 3. § 1. Voor de toekenning van de toeslagen op de kinderbijslag bedoeld in de artikelen 11 tot 13 en 122 tot 124 van het decreet van 8 februari 2018, wordt het bewijs dat de in artikel 2, 20°, van het decreet van 8 februari 2018 bepaalde inkomensmaxima niet zijn overschreden, op de volgende wijze geleverd:

1° hetzij op basis van de fiscale flux, indien de inkomsten van het jaar T-2 de referentieplafonds voor datzelfde jaar niet overschrijden, wordt de toeslag definitief toegekend in het jaar T van 1 juli tot 30 juni van jaar T+1 ;

2° of indien de bijslagtrekkende het BIM-statuut geniet, worden de toeslagen voorzien in de artikelen 11, § 1, 1°, 12, eerste lid, 1°, 13, § 1, 1°, en 122 tot 124, van het decreet van 8 februari 2018, toegekend voor alle kwartalen van het jaar T waarin de bijslagtrekkende dit statuut geniet.

§ 2. Bij een nieuwe aanvraag om kinderbijslag analyseert het Kinderbijslagfonds automatisch het eventuele recht op de sociale toeslag op basis van de fiscale flux:

1° van het jaar T-3 voor aanvragen die tot 30 juni van het jaar T zijn ingediend;

2° van het jaar T-2 voor aanvragen die zijn ingediend vanaf 1 juli van het jaar T.

Indien de inkomsten de maxima van de artikelen 11 tot 13 en 122 tot 124 van het decreet van 8 februari 2018 overschrijden op basis van de fiscale flux, gaat het Kinderbijslagfonds automatisch na of de bijslagtrekkende recht heeft op het BIM-statuut.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1 worden, indien de bijslagtrekkende jonger is dan 20 jaar en er geen fiscale flux beschikbaar is, de inkomsten geacht lager te zijn dan de maxima van de artikelen 11, § 1, 1°, 12, eerste lid, 1°, en 13, § 1, 1°, van het decreet van 8 februari 2018 en wordt de sociale toeslag toegekend, mits naleving van de andere toekenningsvoorwaarden, tot de ontvangst van een eerste fiscale flux.

§ 4. In afwijking van paragraaf 1, 1°, wordt, indien de bijslagtrekkende zich in het buitenland bevindt, de toeslag toegekend op basis van een kopie van het aanslagbiljet voor het jaar T-2 of een gelijkwaardig document en op voorwaarde dat de andere toekenningsvoorwaarden worden nageleefd.

§ 5. In afwijking van paragraaf 1 voert het Kinderbijslagfonds, in geval van wijziging van de gezinssituatie in de loop van het jaar die een invloed heeft op de inkomsten bepaald in artikel 2, 20° van het decreet van 8 februari 2018, een nieuwe analyse uit van de inkomsten via de fiscale flux en onder voorbehoud dat de andere toekenningsvoorwaarden worden nageleefd.

Art. 4. In afwijking van artikel 3 en voor de toekenning van toeslagen in 2021 worden de volgende situaties onderscheiden:

1° indien de bijslagtrekkende in 2020 sociale toeslagen ontvangt, wordt de uitkering verlengd tot 30 juni 2021. Vanaf juli 2021 is artikel 3 van toepassing;

2° indien de bijslagtrekkende geen sociale toeslagen geniet voorzien in de artikelen 11, § 1, eerste lid, 1°, 12, eerste lid, 1°, 13, § 1, eerste lid, 1°, en 122 tot 124, van het decreet van 8 februari 2018 in 2020, kan hij de toekenning aanvragen hetzij indien hij begunstigde is van het BIM-statuut, hetzij op basis van de fiscale flux.

Art. 5. Het Agentschap bepaalt d.m.v. een omzendbrief het model van aanvraag van sociale toeslagen dat bij het Kinderbijslagfonds moet worden ingediend.

De omzendbrief wordt op de daartoe bestemde website van het Agentschap bekendgemaakt.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2021.

Art. 7. De Minister bevoegd voor Kinderbijslag is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 april 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/31002]

8 AVRIL 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2013 fixant la liste des installations couvertes par le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et l'allocation initiale de quotas à titre gratuit de chaque installation pour la période de référence 2013-2020

Le Gouvernement wallon,

Vu le du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, articles 4, 5, 5/2 et 5/3 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 relatif à la collecte de données en vue de permettre le calcul de l'allocation des quotas à titre gratuit à chaque exploitant pour la période 2013-2020 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2013 fixant la liste des installations couvertes par le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et l'allocation initiale de quotas à titre gratuit de chaque installation pour la période de référence 2013-2020, modifié le même jour, ainsi que par les arrêtés du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013, du 23 janvier 2014, du 20 février 2014, du 3 avril 2014, du 15 mai 2014, du 25 septembre 2014, du 26 février 2015, du 22 octobre 2015, du 21 janvier 2016, du 3 mars 2016, du 9 juin 2016, du 16 mars 2017, du 12 octobre 2017, du 1^{er} février 2018, du 7 février 2019 et du 28 mars 2019 ;

Sur la proposition du Ministre du Climat ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2013 fixant la liste des installations couvertes par le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et l'allocation initiale de quotas à titre gratuit de chaque installation pour la période de référence 2013-2020, les lignes du tableau relatives aux sociétés GSK Wavre, Ecofrost, Edel, Electrabel Deux-Acrens, Durobor, Virginal Paper, Caterpillar et Carrières et fours à chaux Dumont Wautier sont modifiées comme suit :

Installations concernées par l'article 5 du décret wallon du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto (extension significative de capacité au sens de la décision 2011/278/EU) :

Id Wallonie	Installation	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
318	Ecofrost SA	0	0	0	0	30 324	23 606	25 301	25 004
140	GLAXOSMITHKLINE BIOLOGICALS SA – Wavre	19 983	19 636	19 285	18 930	19 227	21 110	20 687	20 264
47	Edel	20 287	18 155	16 081	14 070	12 120	10 235	10 462	8 508